

Marrero Cruz indique les priorités pour l'exercice du droit à Cuba



La Havane, 12 avril (RHC) Manuel Marrero Cruz, membre du Bureau politique du Parti communiste de Cuba et Premier ministre de la République, a appelé aujourd'hui à redoubler d'efforts pour garantir un exercice plus agile, transparent et populaire de la loi, dans son discours au bilan annuel du ministère de la Justice (Minjus) qui s'est tenu dans cette capitale.

La réunion a été précédée de réunions des directions municipales et provinciales du Minjus dans les territoires, qui ont permis d'analyser en détail les progrès, les lacunes et les projections de travail pour

2023, ainsi que les principaux défis et points forts identifiés à la base.

Dans ce sens, Marrero Cruz a indiqué comme priorités pour le secteur le travail éducatif pour élargir la culture juridique de la population, insister sur la numérisation des processus, des bureaux de notaires et des registres, en accord avec l'informatisation de la société, et augmenter les exigences liées à la discipline, la sensibilité et l'éthique professionnelle des juristes.

Parmi les points importants, il a également souligné la nécessité d'assurer la mise en œuvre correcte, le suivi et le contrôle des nouvelles réglementations approuvées dans le pays et de réduire autant que possible le fardeau des formalités qui pèsent sur la vie quotidienne des gens.



Photo : Marcelino Vázquez Hernández

Le chef du gouvernement a également insisté sur la préparation des cadres chargés d'exécuter les tâches assignées et sur le travail avec les jeunes ayant le potentiel d'occuper des postes de direction, sujets pour lesquels il a qualifié l'entité en question de ministère de référence.

Compte tenu de la récente décision de la Haute Cour d'Angleterre et du Pays de Galles de ne pas reconnaître le fonds vautour CFR I Limited comme créancier de l'État cubain, M. Marrero a fait l'éloge des

actions, de l'engagement et du respect de la vérité des représentants cubains dans ce litige, tout en affirmant que ce fait est un appel à évaluer les vulnérabilités du secteur, conscients du fait que chaque erreur sera utilisée par les ennemis de la Révolution dans leur tentative de discréditer le projet socialiste.

Il est temps d'appliquer la créativité aux problèmes, de chercher des alternatives et des solutions, d'affronter les obstacles et la bureaucratie et de faire les choses différemment, étant donné la complexité du scénario actuel, afin d'être à la hauteur du désir que 2023 soit une meilleure année pour les habitants de la nation caribéenne, a-t-il ajouté.

Au cours de la réunion de bilan du Ministère de la Justice, Oscar Silvera Martínez, ministre de ce portefeuille, a détaillé les résultats obtenus par le ministère de la Justice au cours de la période précédente, pendant laquelle un groupe de lois a été approuvé, conformément au calendrier législatif, et un nombre important d'affaires a été transféré à l'environnement numérique.

Le ministre a également évoqué les lois en attente de ratification lors de la prochaine législature de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire, telles que celles concernant la migration interne, la procédure administrative, le logement, la transparence et l'accès à l'information et l'information publique et la communication sociale, entre autres visant à renforcer l'État de droit et la légalité socialiste.

Yamilet Peña Ojeda, procureure générale de la République, Rubén Remigio Ferro, président de la Cour suprême populaire, et d'autres autorités du Parti communiste de Cuba, du gouvernement et du secteur juridique ont également participé à la réunion (Source : ACN).

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/319514-marrero-cruz-indique-les-priorites-pour-l'exercice-du-droit-a-cuba>



Radio Habana Cuba